



Office fédéral du Sport
att. Monsieur Markus Feller
Route principale 245-253

2532 MACOLIN

Lausanne, le 29 mars 2012

Ordonnance sur les guides de montagne et les autres organisateurs d'activités à risque

Prise de position de l'Association pour la formation de guide-interprète du patrimoine (AFGIP)

Monsieur,

Veillez trouver en annexe la prise de position de l'Association pour la Formation des Guides-interprètes du patrimoine. Nous sommes les initiateurs du processus de reconnaissance de la formation qui a abouti au brevet fédéral d'Accompagnatrice/Accompagnateur de randonnée.

Notre préoccupation majeure face à cette ordonnance est d'assurer que les professionnels Animations nature, les GIP sans brevet puissent poursuivre leurs activités pédagogiques sans autorisation toute l'année sur des sentiers allant jusqu'aux niveaux de difficulté T3 et WT2, voire WT3, selon les régions.

Avec nos meilleures salutations

Comité AFGIP

Michèle Zufferey
Présidente



Ordonnance sur les guides de montagne et les autres organisateurs d'activités à risque

Prise de position de l'Association pour la formation de guide-interprète du patrimoine (AFGIP)

Remarques préliminaires

Il est étonnant, dans cette ordonnance, de trouver, dans le même registre, les activités de canyoning, rafting, descente en eaux vives, saut à l'élastique et celles des futurs GIP avec brevet fédéral de randonnée (GIP-AR).

Pour rappel, les GIP et les GIP-AR mettent l'accent dans leurs offres sur la sensibilisation et le transfert à leur clientèle de connaissances du patrimoine naturel, bâti, historique. Le public-cible des GIP ne cherche pas l'exploit sportif, mais la découverte de la nature, de la richesse culturelle et culinaire d'une région. Elle aspire à une vie saine, au grand air.

Le terrain de la pratique, tel que défini dans l'ordonnance, ne correspond pas à la réalité professionnelle du métier GIP-AR. Par exemple, pour ne pas déranger la faune, le GIP proposera des randonnées sur des chemins.

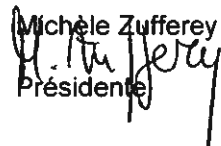
Nous constatons également que la référence à la carte des zones agricoles de montagne est inadéquate. Cette cartographie appelle « montagne » des zones qui ne sont souvent pas des zones dangereuses telles que définies dans l'article 2.

Il est essentiel que la classification du Club alpin suisse soit maintenue et que l'accès à des randonnées sur des chemins T1, T2 et T3 (si aucun équipement, tel que piolet, crampon, cordes, etc. n'est nécessaire) et WT1, WT2 et même WT3 (si aucun équipement, tel que piolet, crampon, cordes, etc. n'est nécessaire) soient libres d'accès pour des animateurs nature, c'est-à-dire qu'elles ne nécessitent pas d'autorisation. D'autant plus, qu'il est peu probable qu'un guide de montagne ou un accompagnateur de randonnée se spécialise sur des offres dans ce niveau de difficulté.

Commentaires spécifiques

Art 2 Site montagneux	<ul style="list-style-type: none">- zones de montagne II à IV et zones d'estivage : se référer à la classification du club alpin.- Référence aux zones de montagne n'est pas judicieuse. Proposition de ne se référer qu'à la classification du CAS.	En effet la carte des zones agricoles ne correspond pas à des zones de danger. Elle n'a pas été élaborée selon des critères de danger, mais selon des critères de « potentiel agricole ».
Art 3	Aucun besoin que les cantons ne recensent les randonnées, etc.	Les chemins balisés sont inventoriés et la signalétique comprise par tout le monde.
Art 7	Terrain montagneux couvert de neige	Selon la carte des zones agricoles, les zones d'estivage du Pied du Jura, le pourtour du Lac de Joux (Zone II) deviennent des zones montagneuses à risque, alors que les chemins et routes qui traversent ces régions sont praticables sans danger, même l'hiver
b ³		Le brevet devrait donner accès aux niveaux T4 / WT3, voire zone IV à V, selon les régions

Lausanne, le 29 mars 2012

Pour l'AFGIP, 
Présidente